

## Avis de consultation des ACVM

### Projet de *Règlement 91-102 sur l'interdiction visant les options binaires*

### Projet d'instruction générale connexe

**Le 26 avril 2017**

#### **Introduction**

Les autorités en valeurs mobilières de tous les territoires du Canada sauf la Colombie-Britannique (collectivement, les **autorités participantes** ou **nous**) publient les projets de textes suivants aux fins de consultation publique :

- le projet de *Règlement 91-102 sur l'interdiction visant les options binaires* (le **règlement**);
- le projet d'*Instruction générale relative au Règlement 91-102 sur l'interdiction visant les options binaires* (l'**instruction générale**).

Dans le présent avis, le règlement et l'instruction générale sont appelés collectivement le **projet de règlement**.

Le présent avis a pour objet de solliciter des commentaires sur le projet de règlement. Nous invitons les intéressés à le commenter ainsi qu'à répondre aux questions formulées dans la section Consultation ci-après.

Même si la British Columbia Securities Commission ne publie pas le projet de règlement avec le présent avis, elle prévoit publier dans un avenir rapproché un projet qui sera conforme à celui décrit dans le présent avis, sous réserve de l'obtention des approbations requises.

La période de consultation prend fin aux dates suivantes :

- le 29 mai 2017 en Alberta et au Québec;
- le 28 juin 2017 au Manitoba et en Saskatchewan;
- le 28 juillet 2017 dans tous les autres territoires des autorités participantes.

Nous invitons les intervenants de tous les territoires des autorités participantes à fournir leurs commentaires au plus tard le 29 mai 2017, si possible.

Certaines autorités participantes envisagent de mettre en œuvre un règlement définitif avant les autres. Cependant, nous nous attendons à ce que le règlement qui sera finalement pris dans tous les territoires représentés au sein des ACVM soit complètement harmonisé, c'est-à-dire que les modifications requises à cette fin seront apportées.

## **Contexte**

### ***Aucune personne physique ou morale n'est inscrite pour offrir des options binaires au Canada***

La publication du projet de règlement n'implique pas qu'il soit légal à l'heure actuelle d'offrir des options binaires au Canada. Nombre de ces produits ainsi que les plateformes qui les vendent servent à des activités frauduleuses. Nous signalons qu'aucune offre de tels produits, notamment par un courtier ou une plateforme, n'est autorisée au Canada. Toutes les offres en cours au Canada sont donc illégales, sauf quelques exceptions limitées pour les opérations avec des investisseurs très expérimentés. Néanmoins, certains en font la promotion en indiquant de manière trompeuse qu'ils sont légaux et offerts légalement.

Nous visons à ce que le projet de règlement établisse explicitement qu'il est interdit de faire toute publicité, offre, vente ou quelque autre opération relative à ces produits auprès de personnes physiques au Canada.

### ***Proposition de l'Autorité***

Le 1<sup>er</sup> février 2017, l'Autorité des marchés financiers du Québec (l'**Autorité**) a proposé une modification<sup>1</sup> au *Règlement sur les instruments dérivés* qui visait à interdire l'offre d'options binaires dont l'échéance est de moins de 30 jours à des personnes physiques (la [proposition de l'Autorité](#)). Les autorités participantes proposent le projet de règlement afin de mettre en œuvre une interdiction similaire à celle de la proposition de l'Autorité, que cette dernière envisage de retirer pour recommander la mise en œuvre du projet de règlement en lieu et place.

### ***Fraude liée aux options binaires***

Nous sommes préoccupés par le nombre croissant de plaintes que nous recevons concernant la mise en marché de produits appelés communément « options binaires » auprès de personnes physiques. Les options binaires reçoivent aussi d'autres appellations, notamment « option tout ou rien » (*all-or-nothing option*), « option actif ou rien » (*asset-or-nothing option*), « option numérique » (*digital option*), « option à rendement fixe » (*fixed-return option*) et « option une touche » (*one-touch option*) ou encore, en anglais, *bet option* ou *cash-or-nothing option*. Tous les contrats ou instruments, quel que soit leur nom, mis en marché ou vendu qui correspondent à la définition de cette expression seront interdits en vertu du projet de règlement.

Un nombre important de plaintes et de demandes de renseignements adressées aux membres des ACVM concerne des plateformes de négociation d'options binaires en ligne. Ces plateformes non inscrites, habituellement établies à l'étranger, promettent des rendements rapides et élevés. Sur certaines, l'opération est réellement effectuée mais il est habituellement très difficile, voire

---

<sup>1</sup> Projet de *Règlement modifiant le Règlement sur les instruments dérivés*, 1<sup>er</sup> février 2017. On peut consulter l'avis, le projet de règlement et les mémoires reçus en réponse au projet de règlement sur le site Web de l'Autorité au [www.lautorite.qc.ca](http://www.lautorite.qc.ca).

impossible, de gagner son pari (parce que la plateforme contrôle les probabilités et souvent la valeur de référence du sous-jacent). Dans certains cas, même si, en théorie, la personne physique gagne, les gains paraissent sous la forme d'un crédit au compte de négociation ouvert auprès de la plateforme, mais aucuns fonds ne sont transférés ni rendus. Dans de nombreux autres cas, il n'y a pas de réelle opération, uniquement une fraude mise sur pied pour soutirer de l'argent à des personnes physiques, notamment par avances de fonds sur la carte de crédit de la victime. Une fois l'argent perdu, il est presque impossible de le récupérer.

L'offre de services ou de produits d'investissement à des personnes au Canada, que ce soit au téléphone, en ligne ou en personne, est une activité réglementée. Il est illégal d'offrir au Canada des services ou des produits d'investissement, dont des options binaires non assujetties au projet de règlement, sans être inscrit à titre de courtier, sauf quelques exceptions limitées pour les opérations avec des investisseurs très expérimentés.

Il peut être risqué d'investir par le truchement de plateformes ou de courtiers non inscrits exploités à l'extérieur du Canada. Ce type d'investissement est un indice courant de fraude. L'inscription à titre de courtier est une mesure de protection importante pour les investisseurs, puisqu'elle offre une garantie quant à la convenance du placement ainsi qu'à la moralité, aux compétences et à la solvabilité du courtier. Les ACVM encouragent tous les investisseurs à visiter [sontilsinscrits.ca](http://sontilsinscrits.ca) pour vérifier l'inscription de toute personne qui offre des produits d'investissement tels que des options binaires aux Canadiens. Quiconque ayant fait des investissements par le truchement d'une plateforme de négociation d'options binaires ou ayant des doutes à son sujet devrait communiquer avec l'autorité en valeurs mobilières de son territoire. Les ACVM invitent également tous les investisseurs à visiter [alerteoptionsbinaires.ca](http://alerteoptionsbinaires.ca).

### ***Réglementation actuelle des options binaires***

Nous rappelons aux participants au marché que les options binaires, même celles qui ne sont pas soumises au projet de règlement, sont des dérivés ou des valeurs mobilières dans tous les territoires du Canada, et que quiconque en fait la publicité, en offre, en vend ou fait quelque autre opération sur celles-ci au Canada est assujetti à la législation en valeurs mobilières du Canada, notamment aux dispositions en matière de prévention de la fraude et aux obligations d'inscription, de conduite sur le marché et d'information. De plus, dans les territoires du Canada où les options binaires sont réglementées comme des valeurs mobilières, une opération sur option binaire peut être un placement assujetti à l'obligation de prospectus.

Au Québec, en vertu du régime d'agrément, toute personne qui souhaite créer ou mettre en marché un dérivé est tenu de faire une demande d'agrément auprès de l'Autorité avant de l'offrir au public. Une personne agréée ne peut mettre en marché que des dérivés dûment autorisés par l'Autorité, dont la liste figure dans la décision d'agrément rendue par celle-ci ou une décision particulière faisant suite à une demande de la personne agréée. En outre, la personne agréée doit offrir les dérivés au public par l'intermédiaire d'un courtier inscrit, ou s'inscrire à ce titre auprès de l'Autorité.

Les ACVM considèrent qu'une personne fait des opérations sur valeurs mobilières ou sur dérivés dans un territoire intéressé si elle offre ou sollicite des opérations sur valeurs mobilières ou sur

dérivés auprès de personnes qui se trouvent dans ce territoire, y compris par l'intermédiaire d'un site Web ou d'autres moyens électroniques.

## **Objet du projet de règlement**

Le projet de règlement vise à protéger les investisseurs éventuels et à empêcher qu'ils ne soient victimes d'une fraude liée aux options binaires et de la promotion illégale de produits à risque très élevé en les sensibilisant au fait que ceux-ci sont illégaux et en contrecarrant les efforts des personnes qui en font la publicité et en facilitent le placement. À cette fin, il interdira explicitement toute publicité, offre, vente ou autre opération relative à des options binaires auprès de personnes physiques.

## **Résumé du projet de règlement**

### ***Interdiction***

Le projet de règlement interdit de faire de la publicité sur des options binaires auprès de personnes physiques, de leur en offrir, de leur en vendre ou de faire avec elles quelque autre opération sur options binaires. Pour empêcher la partie qui offre des options binaires de se soustraire à l'interdiction en faisant créer par leurs clients éventuels une personne morale ou un autre type d'entité dans le but de faire des opérations sur options binaires, le projet de règlement interdit également d'accomplir ces actes auprès de personnes créées ou principalement utilisées pour faire des opérations sur options binaires.

Le projet de règlement prévoit une définition de l'expression « option binaire » qui vise à englober divers produits communément appelés options binaires ou s'apparentant à de tels produits, quel que soit leur nom.

### ***Options binaires***

Les options binaires reposent sur l'issue d'une proposition de type oui/non : si l'issue s'avère positive (« oui »), l'acheteur gagne ou est « dans le cours » et si elle s'avère négative (« non »), l'acheteur perd ou est « hors du cours » et perd la totalité ou la quasi-totalité de son investissement. Une proposition de ce type est structurée en fonction du rendement d'un sous-jacent précisé au contrat, par exemple une monnaie, une marchandise, un indice boursier ou une action, ou de la survenue d'un événement précisé au contrat, par exemple le résultat d'une élection ou la variation d'un taux d'intérêt de référence. Le moment ou le délai prévu dans le contrat et dans lequel il doit être satisfait à la ou aux conditions préétablies est souvent très court, se calculant parfois en heures, voire en minutes. L'acheteur, selon le cas :

- a le droit de recevoir un montant fixe s'il est satisfait à la condition préétablie, c'est-à-dire qu'il gagne ou est dans le cours;
- perd la totalité ou la quasi-totalité du montant payé s'il n'est pas satisfait à la condition préétablie, c'est-à-dire qu'il perd ou est hors du cours.

## **Coûts et avantages prévus**

Le projet de règlement vise à interdire les opérations sur options binaires avec des personnes physiques. Ces dernières sont les cibles de choix des plateformes de négociation d'options binaires frauduleuses, et les options binaires qui ne sont pas frauduleuses présentent également des risques importants pour elles. Le projet de règlement devrait contribuer à protéger les investisseurs éventuels contre la fraude liée aux options binaires en interdisant toute publicité, offre, vente ou autre opération relative à des options binaires auprès de personnes physiques. Il vise en outre à réduire la confusion chez les investisseurs à l'égard de ce type de produit en établissant clairement que les options binaires sont interdites pour les personnes physiques.

Nul ne sera autorisé à offrir des options binaires aux personnes physiques si le moment ou le délai dans lequel il doit être satisfait à la ou aux conditions préétablies est de moins de 30 jours à compter de la date de la conclusion de l'option. Cependant, nous n'estimons pas que cette interdiction empêchera les investisseurs d'accéder aux produits financiers dont ils ont besoin.

À notre avis, les avantages que tirera le marché de la réduction de la fraude liée aux options binaires et des pertes qui en découlent pour les investisseurs l'emportent sur les coûts éventuels du projet de règlement.

## **Consultation**

Nous invitons les intéressés à commenter tous les aspects du projet de règlement et à répondre aux questions suivantes :

1. Le projet de définition de l'expression « option binaire » englobe-t-il des contrats ou des instruments qui ne devraient pas l'être? Dans l'affirmative, veuillez préciser de quels types de contrats ou d'instruments il s'agit ainsi que les critères qui les feraient entrer dans la définition.
2. Le projet de règlement s'applique aux options binaires dont le délai dans lequel il doit être satisfait à la ou aux conditions préétablies est de moins de 30 jours à compter de la date de la conclusion de l'option. Ce délai est-il approprié? Veuillez fournir des explications.
3. Le personnel a envisagé diverses options pour empêcher quiconque de contourner l'interdiction d'opérations sur options binaires, notamment des dispositions s'appliquant aux opérations effectuées indirectement par une personne physique par l'intermédiaire d'une société, d'une fiducie ou d'une autre entité. Dans sa version actuelle, le projet de règlement prévoit une disposition anti-échappatoire qui interdirait de faire des opérations sur options binaires avec des personnes créées ou principalement utilisées à cette fin. Nous estimons que cette approche va dans le sens de notre intention de parer à toute tentative de contournement de l'interdiction sans accroître la complexité du règlement. Le projet de disposition est-il clair et non ambigu, ou devrait-on en modifier la portée de façon, par exemple, à en étendre l'application expressément à toute personne ou autre

entité qui est la propriété exclusive d'une personne physique ou est contrôlée par celle-ci?

4. À votre avis, le projet de règlement atteindra-t-il l'objectif ayant présidé à sa création, comme il est exposé dans le présent avis?

Veillez présenter vos commentaires par écrit au plus tard aux dates suivantes :

- le 29 mai 2017 à l'Alberta Securities Commission ou à l'Autorité;
- le 28 juin 2017 à la Commission des valeurs mobilières du Manitoba ou à la Financial and Consumer Affairs Authority of Saskatchewan;
- le 28 juillet 2017 à toute autre autorité participante.

Nous ne pouvons préserver la confidentialité des commentaires parce que la législation en valeurs mobilières de certaines provinces exige la publication d'un résumé des commentaires écrits reçus pendant la période de consultation. Par ailleurs, tous les commentaires seront affichés sur le site Web de l'Alberta Securities Commission au [www.albertasecurities.com](http://www.albertasecurities.com), sur celui de l'Autorité des marchés financiers au [www.lautorite.qc.ca](http://www.lautorite.qc.ca) et sur celui de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario au [www.osc.gov.ca](http://www.osc.gov.ca). Par conséquent, nous invitons les intervenants à ne pas inclure de renseignements personnels directement dans les commentaires à publier. Il importe que les intervenants précisent en quel nom ils présentent leur mémoire.

Nous remercions d'avance les intervenants de leur participation.

Veillez adresser vos commentaires à chacune des autorités suivantes :

Alberta Securities Commission  
Autorité des marchés financiers  
Commission des services financiers et des services aux consommateurs (Nouveau-Brunswick)  
Financial and Consumer Affairs Authority of Saskatchewan  
Commissions des valeurs mobilières du Manitoba  
Nova Scotia Securities Commission  
Bureau des valeurs mobilières du Nunavut  
Commission des valeurs mobilières de l'Ontario  
Office of the Superintendent of Securities, Terre-Neuve-et-Labrador  
Bureau du surintendant des valeurs mobilières, Territoires du Nord-Ouest  
Bureau du surintendant des valeurs mobilières du Yukon  
Superintendent of Securities, Department of Justice and Public Safety, Île-du-Prince-Édouard

Si vous présentez vos commentaires avant le 29 mai 2017, veuillez les envoyer **seulement** aux adresses suivantes. Ils seront acheminés aux autres autorités.

M<sup>e</sup> Anne-Marie Beaudoin  
Secrétaire générale  
Autorité des marchés financiers  
800, rue du Square-Victoria, 22<sup>e</sup> étage  
C.P. 246, tour de la Bourse  
Montréal (Québec) H4Z 1G3  
Télécopieur : 514 864-6381  
[consultation-en-cours@lautorite.qc.ca](mailto:consultation-en-cours@lautorite.qc.ca)

Grace Knakowski  
Secretary  
Ontario Securities Commission  
20 Queen Street West  
22<sup>nd</sup> floor  
Toronto (Ontario) M5H 3S8  
Télécopieur : 416 593-2318  
[comments@osc.gov.on.ca](mailto:comments@osc.gov.on.ca)

Si vous présentez vos commentaires après le 29 mai 2017 mais avant le 28 juillet 2017, veuillez les envoyer **seulement** à l'adresse suivante. Ils seront acheminés aux autres autorités.

Grace Knakowski  
Secretary  
Commission des valeurs mobilières de  
l'Ontario  
20 Queen Street West  
22<sup>nd</sup> floor  
Toronto (Ontario) M5H 3S8  
Télécopieur : 416 593-2318  
[comments@osc.gov.on.ca](mailto:comments@osc.gov.on.ca)

## Questions

Pour toute question, veuillez vous adresser aux personnes suivantes :

Lise Estelle Brault  
Coprésidente du Comité des ACVM sur  
les dérivés  
Directrice principale de l'encadrement  
des dérivés  
Autorité des marchés financiers  
514 395-0337, poste 4481  
[lise-estelle.brault@lautorite.qc.ca](mailto:lise-estelle.brault@lautorite.qc.ca)

Kevin Fine  
Coprésident du Comité des ACVM sur les  
dérivés  
Director, Derivatives Branch  
Commission des valeurs mobilières de  
l'Ontario  
416 593-8109  
[kfine@osc.gov.on.ca](mailto:kfine@osc.gov.on.ca)

Martin McGregor  
Legal Counsel, Corporate Finance  
Alberta Securities Commission  
403 355-2804  
[martin.mcgregor@asc.ca](mailto:martin.mcgregor@asc.ca)

Steven Gingera  
Legal Counsel  
Commission des valeurs mobilières du  
Manitoba  
204 945-5070  
[steven.gingera@gov.mb.ca](mailto:steven.gingera@gov.mb.ca)

Wendy Morgan  
Conseillère juridique principale, Valeurs  
mobilières  
Commission des services financiers et des  
services aux consommateurs  
(Nouveau-Brunswick)  
506 643-7202  
[wendy.morgan@fcnb.ca](mailto:wendy.morgan@fcnb.ca)

Abel Lazarus  
Senior Securities Analyst  
Nova Scotia Securities Commission  
902 424-6859  
[abel.lazarus@novascotia.ca](mailto:abel.lazarus@novascotia.ca)

Dean Murrison  
Director  
Securities Division  
Financial and Consumer Affairs Authority  
of Saskatchewan  
306 787-5842  
[dean.murrison@gov.sk.ca](mailto:dean.murrison@gov.sk.ca)